

## RÉFORME DES LYCÉES

## LA GRIPPE CHATEL PLANE SUR NOS LYCÉES

Nous nous sommes procurés la réforme que Chatel a présentée le 10 décembre, qui est constituée de décrets et d'arrêtés qui étonnamment n'étaient toujours pas rendus officiels à l'heure où nous écrivons ces lignes. Le ministre a dit dans son discours d'introduction au Conseil Supérieur de l'Éducation que cette réforme n'était pas un « choix idéologique » mais une série de mesures qui améliorent le lycée. C'est bien tenté de sa part : contrairement à Darcos l'année dernière qui voulait présenter un projet de loi, Chatel fait juste quelques décrets, il donne l'impression d'avoir consulté les lycéens et leurs organisations, et il a même le soutien de certaines d'entre elles.

Un gouvernement moins bourrin, certes, mais pas pour autant moins déterminé à imposer ses choix. Cette série de décrets forme un tout. Ce ne sont absolument pas de petites améliorations sans cohérence. Ils sont tous dépendants les uns des autres.

## DES ATTAQUES MAJEURES CONTRE L'ÉDUCATION

D'abord la réforme va individualiser les parcours avec la mise en place d'un accompagnement personnalisé de deux heures pour tous les élèves. Pendant que les meilleurs auront des cours d'approfondissement, qui leur permettront d'accéder aux grandes écoles et aux filières d'élites, les autres auront des cours de soutien, qui leur offriront simplement le niveau Bac, voir des heures d'orientation, qui viseront à les réorienter vers des filières qui offrent moins de garanties dans le monde du travail. Cela va renforcer les inégalités sociales entre les élèves

issus de milieux aisés qui pourront se payer des cours particuliers pour pouvoir accéder aux modules d'approfondissement ; et les élèves modestes qui n'en auront pas les moyens. Ce sera au proviseur du bahut de décider de l'emploi de ces heures, donc le fossé entre les lycées d'élites et les lycées poubelles sera creusé.

Le livret de compétences va également individualiser les diplômes. On n'aura plus LE Bac mais UN Bac. Il faudra décrire ce qu'on a fait au lycée, les enseignements qu'on a suivis, etc. Si on a fait plein de stages (non payés), qu'on a suivi des modules d'approfondissements ou qu'on vient d'un lycée réputé, on aura un meilleur livret, et donc plus de chances de se faire accepter dans une filière sélective que celui qui aura bloqué son lycée et qui vient d'un lycée poubelle !

## LA RÉFORME VA SPÉCIALISER NOS DIPLOMES

Il n'y aura plus de maths à partir de la 1er L, plus d'histoire-géo en terminale S, une nouvelle spécialité « droits et grands enjeux du monde contemporain » en terminale L qui ne sera sûrement pas proposée dans tous les bahuts et la spécialité SES sera divisée entre éco et socio en terminale ES...

Le ministre ne cache pas sa volonté : le but c'est que le Bac mène à une filière bien précise dans l'enseignement supérieur. Il le dit lui-même : pourquoi former des lycéens aux sciences pour qu'ils aillent « gâcher » en faisant de la socio ?

Les diplômes seront moins généralistes, ils offriront donc moins de possibilités pour la poursuite d'étude : dès 15 ans, on devra choisir son avenir.



Manifestation à Paris le 10 décembre (Photothèque du mouvement social)

La réforme va également renforcer la sélection.

Elle va permettre des réorientations en cours d'année, prétendument pour autoriser les corrections de trajectoires. En fait ces réorientations ne pourront aller que dans un sens : du général vers le techno, du techno vers le pro. Il y aura un tronc commun en première qui ne contiendra pas les matières scientifiques et économiques. On pourra donc se faire réorienter en L, car il y aura seulement 4h de spé, ce qui paraît possible à rattraper. Mais il sera impossible de se faire réorienter en ES ou en S, puisqu'il faudra rattraper 8h et 10h de spé. La réforme veut mettre en place des sas de remises à niveau pendant les vacances pour permettre ces réorientations. Le gouvernement insiste sur le fait que ces stages seront proposés aux élèves et ne seront pas obligatoires. Pourtant, le décret sous-entend que ce choix sera forcé : quand l'élève voudra aller dans une filière qui ne sera pas celle recommandée par le conseil de classe,

il sera contraint d'accepter le stage proposé par le proviseur...

Mais la preuve la plus flagrante du choix idéologique que contient cette réforme est la création d'un conseil pédagogique. Celui-ci sera composé de quelques profs choisis par le proviseur, et il aura les compétences qu'a aujourd'hui l'ensemble de l'équipe pédagogique.

Le proviseur pourra décider de l'emploi des heures d'accompagnement personnalisé et de la dotation en heures d'enseignement puisque si le Conseil d'Administration est opposé à sa proposition, il a désormais le droit de passer en force.

En échange la réforme propose une révolution pour le CVL : il sera désormais consulté sur la cantine et l'internat !...

Le lycée rêvé de Chatel, c'est un lycée où les proviseurs gèrent leur lycée comme une entreprise, et où les élèves et les profs ferment gentiment leurs gueules !

Jules (Rennes)

## DÉCRETS

## EXTRAITS CHOISIS

« Dans le cas où le conseil d'administration rejette la seconde proposition relative à l'emploi des dotations en heures d'enseignement et d'accompagnement personnalisé qui lui est soumise, le chef d'établissement en arrête l'emploi. »

« Le chef d'établissement peut assortir sa décision de faire droit à la demande d'orientation de l'élève de la condition que celui-ci s'engage à suivre un dispositif de remise à niveau. »

« Le nouveau cycle terminal [...] est organisé pour répondre aux objectifs suivants :

- laisser une marge de souplesse et d'initiative accrue aux établissements dans la gestion de leur dotation horaire afin de leur permettre de répondre de manière plus adaptée aux spécificités de leur public scolaire. »

« La classe terminale donne toute sa place à la spécialisation [...] dans la perspective notamment des poursuites d'études envisagées dans l'enseignement supérieur. »

« Les enseignements optionnels obligatoires ou facultatifs sont choisis par les élèves parmi ceux offerts par leur établissement » (Dans l'arrêté sur l'organisation et les horaires des enseignements du cycle terminal)

## RÉPRESSION À REIMS

## MATER LA CONTESTATION

Le jeudi 19 novembre, le lycée Roosevelt de Reims accueillait François Fillon, Luc Chatel et Valérie Pécresse venus promouvoir la politique du gouvernement en matière d'éducation, plus précisément sur l'individualisation des parcours. Avant leur arrivée à 14h, près de 300 lycéens se sont rassemblés pacifiquement pour protester contre la réforme Chatel, les suppressions de postes et le flicage dans les bahuts. Les journalistes et l'administration tenus à l'écart, les forces de l'ordre - qui avaient mis le quartier en état de siège - ont chargé le cortège sans sommation avec une violence inouïe créant la panique chez les manifestants. Plusieurs lycéens ont été blessés, dont un violemment tabassé par plusieurs flics après s'être fait isoler.

12 jeunes ont été interpellés sans motif et 9 sont restés en garde à vue 24h. Sans aucun moyen de préparer leur défense, les quatre majeurs (dont trois militants connus de la police), accusés arbitrairement sur la base de fausses déclarations, ont été contraints d'accepter la comparution immédiate. Ils ont écopé de peines allant de 3 à 4 mois de sursis tandis que les mineurs sont en attente de jugement. Cette répression poursuit clairement l'objectif de briser des militants du mouvement social et d'étouffer toute



contestation à la réforme Chatel. Un comité de soutien s'est mis en place suite aux choix des quatre jeunes de faire appel de la décision afin de dénoncer la répression, récolter des témoignages et les fonds nécessaires pour les frais de justice et d'avocats.

*Nous faisons appel à la solidarité, les chèques sont à envoyer au « cri du peuple » - 67 Avenue Jean Jaurès - 51100 REIMS (mettre la mention « soutien aux inculpés » au dos du chèque).*

Damien (Reims)

## GRÈVES LYCÉENNES EN DÉCEMBRE

## UN TOUR D'ÉCHAUFFEMENT

Après avoir cherché à nous embrouiller avec son tour de France des lycées, Chatel a présenté sa réforme. Il pensait peut-être que tout irait bien ? Pas de chance, les lycéens ont commencé à se mobiliser. Quel bilan tirer du début de ce mouvement ?

## OÙ EN ÉTIIONS-NOUS EN DÉCEMBRE ?

5000 lycéens dans la rue, plusieurs dizaines de lycées bloqués et mobilisés, des AG interlycées et des coordinations qui se mettaient en place... Pas de doute, c'était bien un début de mouvement qui chaque semaine mobilisait plus de lycéens. Cela a rendu crédible la possibilité d'une lutte lycéenne massive à l'échelle nationale. Souvent, c'est un travail d'information depuis la rentrée de septembre qui a rendu possible les explosions parfois spontanées des lycéens.

Mais ce travail a été mené par peu de monde. Et c'est un problème important que les syndicats lycéens n'aient non seulement pas cherché à mobiliser mais n'aient même pas caché leurs sympathies pour la réforme ! Les vacances ont empêché le mouvement de poursuivre sa progression. En janvier, il est donc à reconstruire.

## LES DIFFICULTÉS QUE NOUS DEVONS RÉSOUDRE POUR GAGNER

Il n'existe pas de recette magique qui permette de gagner à coup sûr. Mais la construction de la mobilisation ne peut pas se faire au hasard. Or, ce qui a souvent manqué sur les lycées c'est la compréhension à une large échelle des éléments fondamentaux qui permettent de gagner, c'est-à-dire d'une orientation cohérente et juste.

Cela suppose de subordonner la construction de la grève sur les lycées à un élément : gagner le retrait de la réforme Chatel. Cela a des conséquences directes sur les revendications, les rythmes de mobilisations, la stratégie du mouvement...

Avoir des revendications précises est ce qui permet de s'adresser à n'importe quel lycéen pour le convaincre que, entre la manif et le cours de français, il faut aller en manif. Or, même chez une partie des lycéens mobilisés ce n'est pas clair. Nous devons donc systématiquement prendre le temps d'expliquer les raisons fondamentales de la mobilisation. Une compréhension profonde et précise de la réforme est nécessaire chez tous les lycéens mobilisés. Il faut donc que l'ensemble des lycéens maîtrise ces éléments et pas seulement les plus convaincus. Des rythmes de mobilisation adaptés doivent permettre de tirer en avant l'ensemble du mouvement en s'appuyant sur les endroits les plus avancés. Or trop souvent, cette question n'est abordée que sous un prisme purement local : quand notre lycée est bloqué, on a l'impression qu'il faut faire des manif tous les jours même si le mouvement n'en est pas encore là sur les autres lycées. A l'inverse, quand le bahut est peu mobilisé on peut avoir l'impression qu'il ne faut rien faire ! La définition des rythmes est donc centrale et nécessite d'avoir une vision plus globale et nationale du mouvement pour le faire progresser.

Résoudre ce type de difficultés nous permettra de construire une lutte massive qui renvoie Chatel et sa réforme aux oubliettes... Une bonne fois pour toutes !

Danny Dhan (Lille)



MOUVEMENT LYCÉEN

# QUELLES PERSPECTIVES POUR GAGNER ?

On pouvait s'y attendre, le père Noël est passé, mais il a oublié d'apporter le retrait de la réforme Chatel ! A nous de le remplacer et d'obliger Chatel à abandonner sa réforme et ses suppressions de postes.

## CONSTRUIRE UN MOUVEMENT MAJORITAIRE...

5000, c'est le nombre de lycéens qui étaient dans les rues dans toute la France avant les vacances. Si cela a permis de montrer qu'ils n'acceptaient pas la réforme, c'est loin d'être suffisant pour obtenir son retrait. Seule une mobilisation massive permettra de mettre suffisamment la pression sur le gouvernement.

Pour expliquer les chiffres encourageants mais peu importants d'avant les vacances, il faut revenir sur le rôle joué par le blocage. Dans la beaucoup de lycées, il est vu comme la seule manière de se mobiliser. Cela mène à des situations où une quelques lycéens mobilisés bloquent seuls sans faire le travail d'information susceptible de faire passer les autres lycéens de l'état de « je suis contre la réforme

» à « je me mobilise contre la réforme ». Dans ce cas là, la forte répression menée par le ministère grâce à ses représentants dans les lycées (proviseurs, flics...) est souvent efficace. Il est dur de tenir un blocage avec 15 lycéens contre 20 flics, et encore plus dur de ne pas céder à la démoralisation quand derrière le proviseur te convoque et te promet de graves soucis si tu continues.

Notre objectif doit être de convaincre la majorité des lycéens de la gravité de la politique du gouvernement. Pour

cela on peut organiser des AG, dans des salles, dans les bahuts afin de discuter de la réforme, de voir où en est la mobilisation sur le lycée (quand il y a plus de 100 personnes en AG, tu peux bloquer sans trop de problème !), et de prendre des décisions légitimes (blocages, débrayages...).

De fait, seule une mobilisation avec de forts noyaux militants (comité de mobilisation), qui organisent la grève (diffusions de tracts, assemblées générales...) dans leur lycée, qui sont coordonnés à l'échelle de la ville (pour

organiser des débrayages les jours de manif), de la région ou au niveau national afin de mettre en place une plate-forme de revendications et des rythmes de mobilisation communs à tous sera susceptible de faire peur au gouvernement.

## ...ET CHERCHER LA CONVERGENCE !

Les dernières mobilisations lycéennes ont montré la limite de la mobilisation des lycéens seuls. Quand ils se mettent en grève, ils loupent des cours et, au fond, à part eux, ça ne fait chier personne. Par contre si la majorité des profs refusait de faire passer le bac, on se retrouverait avec une génération sans diplôme ce qui mènerait à une situation économique critique. Le gouvernement ne pouvant accepter une telle situation serait obligé de céder. Il ne s'agit évidemment pas de la stra-

tégie à adopter pour gagner mais cela prouve qu'une mobilisation serait plus forte si les profs étaient en grève.

Le problème c'est que quand ils se mettent en grève les profs ne sont pas payés. Pour prendre cette décision ils doivent donc être convaincu qu'obtenir la satisfaction de leur revendication est possible. C'est là que les lycéens peuvent jouer un rôle important. Une mobilisation massive et majoritaire des lycéens, de fait médiatisée, popularisant dans l'opinion publique le refus de la réforme et des suppressions, serait une condition objective capable de donner confiance aux profs dans leur force face au gouvernement.

Pour réussir cela nous devons nous appuyer sur les dates de mobilisations qui existent, mais aussi chercher à pousser dans nos bahuts nos profs à la mobilisation !

Harry (Paris)



Manifestation à Paris (Photothèque du Mouvement Social)

SYNDICALISME ÉTUDIANT

# SUD-ÉTUDIANT EN CONGRÈS

Le congrès de SUD-Étudiant a réuni une centaine de délégués pour 25 structures locales, représentant moins de 400 militants à jour de cotisations ayant voté.

Il n'a pas permis l'élaboration d'une orientation tournée vers l'extérieur et l'action. Il n'y avait pas de texte alternatif et les délégués étaient soumis à des mandats impératifs, obligés de voter comme leur AG locale (même si tout le monde n'est pas toujours d'accord dans une AG !). A la place d'un débat ont eu lieu des discussions amendement par amendement. Ce qui ressort est à cette image : une autonomie locale renforcée, chaque structure locale pouvant mener sa propre politique sans forcément chercher une cohérence et une efficacité au niveau national.

La question du regroupement syndical a tout de même été abordée, la volonté de fusion avec la Fédération syndicale

étudiante (FSE) est passée de justesse et un calendrier est donc prévu en vue d'un congrès de fusion. Mais il ne suffit pas d'acter le principe d'une fusion syndicale. Encore faut-il une orientation commune à mener localement en vue d'apprendre à travailler ensemble dans la perspective de l'unification. Si SUD n'est pas en mesure de décider d'une orientation nationale, on peut supposer que la fusion éventuelle ne sera pas l'occasion de déclencher une dynamique pour unifier l'ensemble du milieu syndical étudiant.

En l'absence de possibilité de proposer une orientation alternative, quelques amendements ont été déposés mais sans former une politique cohérente. Un amendement transformant l'autonomie locale en autonomie locale d'action, c'est-à-dire dans le cadre d'une orientation nationale, a été rejeté. Ont été adoptés de nombreux textes et propositions très théoriques et idéolo-

giques sur l'antifascisme, le féminisme, l'écologie, la précarité, les transports, les logiciels libres... Ou encore sur le lynchage des journalistes déformant les propos de SUD-Étudiant !

Le fonctionnement actuel ne permet pas à chaque sensibilité de s'exprimer et de peser proportionnellement. Les courants sont implicites, ce qui ne permet pas aux militants non expérimentés de saisir tous les débats. Plusieurs « groupes » se dégagent pourtant, des plus « autonomes », militant pour le fédéralisme total et avec une orientation qui s'adresse exclusivement aux étudiants les plus radicaux - déjà anticapitalistes, révolutionnaires, etc. - à ceux qui veulent se tourner vers l'extérieur, construire un outil avec une orientation moins idéologique mais répondant aux attaques du gouvernement pour entraîner l'ensemble du milieu étudiant.

Correspondant

DANS LES LYCÉES

## NANTES, UNE RADICALITÉ QUI DOIT SE MASSIFIER !

Sur Nantes, la lutte des lycéens a été très radicale. Dès novembre de nombreux lycées ont bloqué. Et organisé des actions coups de poing. La reconduction du mouvement s'est faite rapidement ; fin novembre, plus de 10 lycées ont été bloqués en une semaine.

La limite est un manque de fond en début de mouvement, avec des manifs rassemblant rarement plus de 500 personnes. Du fait de l'absence de mouvement national, le mouvement a perdu de l'ampleur et la répression s'est accrue. La pression a tout de même été maintenue avec deux manifs par semaines jusqu'aux vacances.

## NÎMES

Malgré une forte répression (flics présents sur les blocages avec flashball...), les lycéens se sont mobilisés en étant jusqu'à 500 en manif. Le 15 décembre, ils se sont retrou-

vés dans la rue avec les IUFM. La mobilisation en est pour l'instant à ses débuts et n'est pas très massive, mais une coordination lycéenne s'est mise en place pour chercher à étendre le mouvement dès la rentrée.

## MULHOUSE

Les mouvements lycéens sur Mulhouse ont toujours été particuliers. D'abord par le côté imprévisible de la masse de jeunes mobilisés, mais surtout par la répression qui fait de chaque manif quelque chose d'inoubliable...

La répression administrative est extrême. Quant à la répression policière, elle s'est amplifiée. Les flics arrêtent des lycéens « de peur que ça dégénère », comme l'affirmait un policier au procès de Yacine, un camarade arrêté au hasard (ou pas).

Fort heureusement ces petites mesquineries gouvernementales ne nous font pas perdre confiance en la lutte... Qui continue !

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

# MOBILISATION DANS LES IUFM

Cet été, le gouvernement a présenté les décrets d'application de la réforme de la masterisation. Alors que l'année dernière, les étudiants et enseignants à l'université s'étaient massivement mobilisés pour en obtenir le retrait, le gouvernement a décidé de passer en force. Que signifie cette réforme ? Outre le fait que le droit de passer le concours est reculé d'un an (de bac+3 à bac+4) ce qui signifie une sélection sociale accrue, les décrets d'application sur les stages en disent plus sur le devenir des futurs candidats aux concours de recrutement. Auparavant, un étudiant qui réussissait le concours de recrutement (CAPES, agrégation ou concours de professeur des écoles) obtenait le statut de fonctionnaire-stagiaire. Ce statut permettait aux enseignants stagiaires de bénéficier à la fois d'une formation sur le terrain avec un stage en responsabilité de 216 heures par an (soit quatre à six heures par semaine, aidé par un « tuteur ») et une formation pédagogique par l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres). Cette année de stage était rémunéré environ 1300 euros par mois.

Désormais, avec la masterisation, ce statut de professeur stagiaire disparaît. La circulaire sur les stages fixe l'organisation des stages en responsabilité pour les étudiants en M2, c'est-à-dire qui seront en train de préparer le concours. L'étudiant prendra désormais la classe d'un enseignant en responsabilité et se charge de l'enseignement pendant une durée de 108 heures. Et désormais, les étudiants pourront assurer un service de 18 heures par semaine, c'est-à-dire un temps complet de professeur en responsabilité. Ainsi, les étudiants en préparation de concours pourront être utilisés comme moyens de remplacement, pendant que le ministère supprime les postes de remplaçants. En effet, ce chiffre de 108h n'est pas calculé au hasard. L'équation est sim-

ple : pour les enseignants du secondaire, qui font un nombre d'heures de 18h maximum : 108h = 6x18h, soit 6 semaines de remplacements. Pour les enseignants du premier degré, qui font un nombre d'heures de 27h maximum : 108h = 4x27, soit 4 semaines de remplacements. Par ailleurs, ce stage sera rémunéré 3000 euros... à l'année. Un rapide calcul permet de faire la différence : auparavant, un stagiaire touchait 12 fois 1300 euros par an.

## UNE SUPPRESSION PURE ET SIMPLE DES IUFM

Dans le cadre de cette réforme, il est évident que c'est l'avenir même des IUFM qui est en danger. En effet, en supprimant l'année de stage rémunérée, le ministère supprime de fait la formation pédagogique qui accompagnait le stage en responsabilité. Les IUFM n'ont donc, pour le ministère, plus de raison d'être. C'est pour ces raisons que, depuis plusieurs semaines, les étudiants en IUFM se mobilisent pour obtenir le retrait de cette réforme et de ses décrets d'application. Alors que durant le mois de novembre des Assemblées Générales se sont déroulées dans un certain nombre d'académies, le 7 décembre dernier a eu lieu une première journée de mobilisation dans les IUFM. Cette journée était appuyée par les directeurs d'IUFM, qui voient bien le danger de la réforme pour leurs établissements. Cette journée a vu des mobilisations dans la quasi-totalité des 32 IUFM en France. Ensuite, le 15 décembre, une journée d'action était appelée par les syndicats dans l'ensemble de l'éducation contre cette réforme de la masterisation : encore une fois, les étudiants en IUFM se sont mobilisés dans toute la France. Ils ont raison. Plus que jamais, nous devons exiger le retrait de la réforme de la masterisation, qui vise à faire de tous les enseignants des précaires.

Aurélien (Paris)